

Rapport d'activité de Sarah Gerhard – Co-présidium Pour la 147e AD de l'UNES des 12 et 13 avril 2008 à Bâle

Le présent rapport s'oriente autour du programme annuel 2007/08 du co-présidium. Dans ce premier paragraphe, je vais donc faire la liste des tâches en rapport avec les activités politiques du programme annuel dont j'étais responsable au sein du co-présidium. Vous trouverez ensuite quelques remarques sur le travail général du co-présidium dans les différentes commissions; je les ai traitées dans les paragraphes suivant, comme ma prédécesseure, sous les points 'commissions et travail de représentation', 'travail de réseau, médiatique et d'information' et 'travail de terrain'. Suivent finalement quelques remarques générales sur le travail du co-présidium de l'UNES.

1. Buts politiques 2007/08

Suivi de la déclaration de Bologne : tout d'abord, ce but politique a été suivi par une participation active aux séances du réseau Bologne et du groupe de travail de la CRUS (auparavant direction de projet Bologne). Parmi les thèmes mentionnés dans le programme annuel, il y avait les masters spécialisés, l'utilisation des crédits ECTS à des fins statistiques de même que les relations d'encadrement.

La prédiction selon laquelle les masters spécialisés seraient un thème controversé s'est révélée exacte. J'ai ainsi représenté les étudiant-e-s dans un groupe de travail de la CRUS sur ce thème où j'ai insisté avec véhémence sur la position de l'UNES (seuls les critères d'admission liés au contenu sont admissibles, pas de critères formels jusqu'à l'absurde ou technocrates, etc.) Le rapport du groupe de travail a été adopté à la séance d'octobre 2007 du réseau Bologne et il contient une série de recommandations à l'attention de la CRUS et des Hautes écoles universitaires. Il est ainsi recommandé entre autres que la CRUS adopte des „recommandations spéciales pour les critères d'admission“ afin que les universités puissent s'orienter clairement en fonction du développement de leur offre aux étudiant-e-s sur une interprétation claire des décisions.

En ce qui concerne l'utilisation des crédits ECTS à des fins statistiques, la CRUS a donné mandat à l'OFS de faire une étude de faisabilité. J'ai représenté l'UNES dans le comité de pilotage (avec une voix consultative seulement); ce comité chapeaute le projet du côté des conférences des recteurs. Le rapport de faisabilité a été achevé début mars. Il montre que les crédits peuvent en principe être utilisés à des fins statistiques, mais que quelques problèmes doivent cependant être résolus. Les crédits ECTS enregistrés, par exemple, ne sont répertoriés que par la moitié des Hautes écoles universitaires à peine. D'une façon générale, les Hautes écoles et leurs représentant-e-s doivent encore se mettre d'accord sur un système harmonisé de transmission des données. Une utilisation des crédits ECTS à des fins statistiques peut être prévue au plus tôt dans trois ans. En ce qui concerne l'utilisation des crédits ECTS à des fins statistiques pour le financement des hautes écoles, voire le paragraphe sur le paysage des Hautes écoles.

Pour le thème des relations d'encadrement (de même que pour celui des ECTS et des passerelles), une courte prise de position a été rédigée à l'occasion du congrès annuel de la CUS. De plus, ce thème a été mis en discussion dès le départ dans le dossier du paysage des Hautes écoles et dans celui du message Formation, Recherche et Innovation, à propos desquels vous trouverez de plus amples informations sous les paragraphes concernés.

Un autre thème dont l'UNES s'est occupée et s'occupera à l'avenir dans le cadre du suivi de la déclaration de Bologne est celui de l'unification des passerelles entre les différents types de Hautes écoles, unification qui a été décidée par la conférence des recteurs début 2008. Fin 2007 a eu lieu une procédure de consultation concernant la liste de concordance s'y rapportant. Dans sa prise de position, l'UNES a insisté sur le fait qu'il ne faut pas dépasser le montant de 30 crédits à rattraper en cas de changement de type de Haute école après un bachelor pour des études dans un domaine similaire. Malheureusement, les autres participant-e-s à la procédure de consultation ont plaidé pour une augmentation de ce montant avec pour argument la différence des profils et cela a conduit à une légère augmentation du montant dans la liste de concordance finalement

adoptée. Le co-présidium a écrit une lettre à la CUS et à la CDIP à propos de ce développement défavorable pour les étudiant-e-s, les priant de prendre position de façon précise sur le thème des passerelles. En février 2007 a eu lieu une discussion avec des représentant-e-s de la CUS, de la CRUS et de l'UNES qui n'a malheureusement pas encore eu de résultat. L'unification devrait être évaluée d'ici à mai 2010 et la possibilité d'une réglementation sur les recommandations de Bologne sera examinée.

J'ai par ailleurs représenté l'UNES dans le groupe de travail Egalité/ Bologne qui chapeaute la gestion du développement de l'égalité dans les universités. Les recommandations sur la gestion de l'égalité émanent d'un groupe de travail actif dans les années 2005/06 et dans lequel j'ai à l'époque siégé pour l'UNES. La première réalisation par l'Office fédéral de la statistique (OFS) est imminente.

Finalement, l'enquête Bologne a aussi occupé une bonne partie de mon temps de travail. La collaboration pour la préparation du questionnaire et la discussion méthodologique ont pris plus de temps que ce qui était initialement prévu. L'enquête a lieu en ce moment et concerne un échantillonnage de 15 à 20 % des étudiant-e-s en filières bachelor et master. Le 4 septembre 2008, les premiers résultats seront présentés dans le cadre du prochain congrès sur Bologne. On peut prévoir que l'enquête Bologne sera un projet important pour l'UNES dans l'année politique à venir.

Paysage des Hautes écoles: Le projet de *loi fédérale sur l'aide aux Hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles* (LAHE) était en consultation jusqu'à mi septembre 2007. Un petit groupe de travail de la HoPoKo (composé de Sarah M., Vincenzo, Rahel, Christian S. et moi-même) avait auparavant élaboré une position pour le rapport participation, égalité des chances, accréditation et financement des Hautes écoles. En raison d'une surcharge de mon côté, la préparation de la réponse définitive à la procédure de consultation a duré plus longtemps que prévu, malgré le soutien de Christian S. En novembre a eu lieu une journée de formation sur la LAHE. A cette occasion, le point de vue étudiantin était très présent: Lea Brunner a fait une présentation sur le point de vue étudiantin et j'ai pu représenter les positions de l'UNES sur la planification stratégique et le financement. Mi-décembre, l'UNES a été conviée à présenter le point de vue étudiantin dans le cadre d'une séance de la commission pour la formation du PS suisse. Cependant, cette séance ayant lieu la veille de l'élection du Conseil fédéral, l'attention des participant-e-s était un peu altérée. Les positions et arguments de l'UNES ont cependant eu un écho favorable à ces deux occasions. Jusqu'à la fin de la procédure de consultation fin janvier 2008, nous avons essayé, et cela a constitué un grand travail, de convaincre les autres participant-e-s à la procédure de consultation de prendre en compte nos préoccupations, ce qui a été en partie un succès. Dans l'ensemble, on peut considérer que les acquis existants vont être conservés et sur certains points il pourrait ressortir de la procédure de consultation des améliorations.

Un rapport sur la procédure de consultation doit être préparé par le Conseil fédéral d'ici à fin mai. La suite du processus législatif dépend de la décision du Conseil fédéral. La LAHE sera aussi à nouveau un thème de la conférence sur le fédéralisme qui aura lieu fin mai. Je représenterai notre position dans le cadre d'un atelier sur le fédéralisme dans le système des Hautes écoles en Suisse.

Message Formation, Recherche et Innovation FRI : Peu après l'AD de Winthertur en mai 2007, un petit groupe de travail de la HoPoKo s'est constitué pour travailler à une campagne sur le message FRI. En faisaient partie Adrian, Benoît, Christian B., Sarah M., Christian S. et moi-même. Nous avons commencé par discuter de nombreux projets ambitieux, comme par exemple d'un ranking de tou-te-s les parlementaires en fonction de la politique de formation. Le projet d'Actionuni et de l'UNES d'écrire une lettre avec les prix Nobel suisses n'a pas pu aboutir pour des raisons de délais. La lettre ouverte n'a donc été signée que par Actionuni et l'UNES. Comme les débats au Conseil des Etats tombaient pendant la période d'examens (le 19 juin 2007), l'activité du travail de groupe s'est un peu ramolie. J'ai suivi les débats avec Rahel à la tribune. Avant le débat au Conseil national en septembre, l'UNES a aussi rédigé une lettre ouverte. Cependant, un

combat primaire a eu lieu entre les partis politiques sur ce dossier. Certaines personnes ont remis sur le tapis leurs revendications de croissance peu avant le débat. La motion demandant que les fonds soit redevables de la préservation des mesures d'économie n'a eu aucune chance.

Projet Participation: Le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) et l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) avaient parlé de donner 20'000 francs à l'UNES pour travailler sur la façon de mettre en place une organisation d'étudiant-e-s. C'est moi qui ai représenté le co-présidium dans ce projet. J'étais responsable de Esther et Elena en tant que directrice de projet et ai pris part à quelques discussions sur la publication. La publication du projet en janvier 2008 a permis de mener cette tâche à son terme. D'autres feuilles de travail pratique devraient être prochainement disponibles sur le site de l'UNES.

Aménagements du troisième cycle (doctorat) en Suisse : Un des buts était de travailler sur une position de l'UNES sur l'aménagement du troisième cycle en Suisse. En raison d'un manque de forces individuelles, ce but est resté en retrait au cours de l'année écoulée. Ce but est défendable dans la mesure où ces discussions sont en train de démarrer, de telle sorte qu'il reste à l'UNES un peu de temps pour se positionner sur ce dossier.

Le développement des contacts avec Actionuni (organisation faîtière nationale des associations du corps intermédiaire) constituait encore un autre but. Dans le cadre de l'action de lobbying sur le FRI (cf plus haut), la collaboration avec Actionuni a pu se poursuivre, même si un contact plus étroit serait sans aucun doute souhaitable.

Perspectives 2011: A l'AD de Neuchâtel en novembre 2007, les perspectives générales ont été adoptées. Ceci peut être considéré comme un grand succès pour la HoPoKo en tant que commission de préparation! Sur motion d'une section au comité en automne 2007, une motion pour la poursuite du projet a été déposée à l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). L'OFAS s'y est cependant longuement opposée avec pour argument que le projet avait commencé depuis trop longtemps. Le plan de financement pour les Perspectives a été remanié en conséquence. Cependant, le travail nécessaire à la publication est passé en arrière-plan au cours des mois de décembre et janvier en raison du sous-effectif du bureau, de telle sorte qu'il devint très difficile de publier les Perspectives avant l'AD de Bâle.

Londres 07: L'analyse de la rencontre des ministres à Londres en mai 2007 a été menée dans le cadre de la CIS. Le temps passé à cette analyse a été plus court que prévu, raison pour laquelle le co-présidium a été sollicité de façon limitée. La préparation de la réunion ministérielle à Leuven en 2009 n'a pas encore commencé.

2. Commissions et travail de représentation

Jusqu'en septembre 2007, je me suis occupée pour le co-présidium de la CIS et de la HoPoKo, puis jusqu'à fin 2007 de la CodEg et de la HoPoKo. En janvier 2008 j'ai pris la responsabilité de la CoFi puisque sa co-présidence était vacante depuis le retrait de Deborah. Depuis la retraite du bureau en février 2008, je suis responsable de la CoFi et de la HoPoKo.

Comme dit dans le premier paragraphe, j'ai assumé la représentation de l'UNES dans les organes suivants: réseau Bologne, Bologna-Netzwerk, utilisation des statistiques sur les crédits par le comité de coordination, groupe de travail Egalité/Bologne, groupe de travail masters spécialisés, groupe de travail nqf.ch, etc.

3. Travail de réseau, médiatique et d'information

Le co-présidium soigne ses contacts avec les actrices-teurs de la politique de formation en Suisse. Il n'est pas facile de différencier le travail de réseau du travail sur le contenu. A mon avis, les acquis des dernières années dans le *travail de réseau* pourront être poursuivis et développés. Cela se reflète aussi dans les différentes motions des institutions concernant des prises de positions de

l'UNES à leur sujet; certaines prises de position de l'UNES apparaissent dans des thèmes dont s'occupe la CUS, tels que les ECTS, les relations d'encadrement et les passerelles.

En ce qui concerne le *travail médiatique*, l'UNES est plus souvent apparue au cours des années passées, et ce aussi en Suisse alémanique. Cela provient également sans aucun doute du fait que beaucoup de temps a été consacré au travail avec les médias. L'année passée, plus de douze communiqués de presse (entre autres sur les thèmes du message FRI, de la loi sur les bourses et de la procédure de consultation de la LAHE) ont été préparés et envoyés. De plus, le co-présidium répond presque toutes les semaines à des questions sur différents thèmes tels que la mise en place de Bologne, la mobilité dans les Hautes écoles suisses, le profilage des unis et des Hautes écoles spécialisées, etc.

Dans le cadre du *travail d'information*, différentes affaires en cours (tels que la révision des statuts et des règlements) sont menées à bien (p.ex. le concept d'information des sections qui a été adopté par le comité à l'automne passé). Je pense cependant qu'il y a encore un potentiel d'amélioration dans ce domaine: le site doit par exemple être retravaillé dans l'année à venir et les newsletters doivent à nouveau être envoyées régulièrement. Ceci n'a pas été possible l'année passée en raison du personnel disponible au bureau.

4. Travail de terrain (sections, 'non-sections', Hautes écoles spécialisées)

L'année passée toujours, l'UNES a gagné un nouveau membre: depuis l'AD de novembre 2007 à Neuchâtel, la SkuBa est à nouveau membre de l'UNES! Ainsi, environ deux tiers des étudiant-e-s des Hautes écoles universitaires et presque la moitié des étudiant-e-s des Hautes écoles spécialisées sont organisé-e-s au sein des sections de l'UNES.

En vue d'améliorer le contact entre le co-présidium et les sections et de donner un visage à l'UNES pour les sections, j'ai pris en charge la visite de quelques sections au cours de l'année écoulée: la Stura (trois fois), la SOL (trois fois), la AGEF (une fois), la FAE (une fois) et la VSBFH (une fois, avec Sabine).

5. Remarques finales

La période entre l'été 2007 et février 2008 a représenté une phase très turbulente au niveau personnel au sein du co-présidium. Au cours de l'été 2007, le secrétariat politique a été sous-représenté pendant un mois ce qui a eu pour conséquence une plus grande charge de travail pour le co-présidium. En automne Deborah et Urs ont annoncé leur retrait pour fin 2007 et d'Ada a donné sa démission pour fin novembre 2007. En raison de cette série de changements, nous avons prévu une restructuration du secrétariat et demandé au comité la création d'un secrétariat administratif avec un temps de travail de 40%. Nous y avons pourvu avec succès en embauchant Dominique en décembre 2007. Début décembre, Sabine a commencé son travail en tant que remplaçante de Urs au co-présidium. Début février, Marco a repris le poste de Deborah au co-présidium et Aline celui d'Ada au secrétariat politique. En décembre et janvier, il n'y avait qu'une personne au secrétariat politique. C'est pourquoi le co-présidium a décidé en novembre qu'une personne du co-présidium devrait aider le secrétariat politique pour ces deux mois. J'ai en conséquence effectué au cours de cette période une partie du travail du secrétariat en plus de mon mandat de co-présidente et ai touché un salaire d'étudiante.

Tous ces changements ont été lourds pour celles et ceux qui restaient au bureau parce qu'il a fallu transmettre les dossiers et former les nouvelles personnes. Je me réjouis d'autant plus de mon travail en 2008/09 maintenant qu'il y a une équipe complète et motivée.

Sarah Gerhard

Annexe au rapport de Sarah Gerhard

Quelques chiffres sur mon travail au co-présidium	
Mails reçus (sans les spams) depuis le 7.5.2007:	env. 1800

Mails envoyés depuis le 7.5.2007	env. 500
Séances depuis le 7.5.2007	env. 200
Pourcentage de travail minimum	env. 40%
Pourcentage de travail maximum	env. 120%
Pourcentage de travail en moyenne	env. 60%